

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 mai 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales et financières", a donné le 18 mai 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 mei 1993 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale en financiële bepalingen", heeft op 18 mei 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle est motivée :

"... par le fait que plusieurs dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires du gouvernement, entrer en vigueur à partir du 7 mai 1993 et du 1er juillet 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge dans les meilleurs délais".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

Le projet ne majore pas les amendes administratives prévues par le Code des impôts des revenus 1992.

Par contre, dans les matières relatives aux impôts indirects, pas moins de 40 articles du projet ont pour objet d'augmenter les amendes administratives, quelquefois en les

.../...

doublant ou en les quintuplant, mais le plus souvent en les multipliant par 10 ou par 50 (1).

On observe, à titre d'exemples :

- à l'article 39, que la perte d'une quittance d'assurance peut valoir aux commerçants une amende de 10.000 francs à 100.000 francs;
- aux articles 46 et 51, que toute inexactitude ou omission constatée dans une déclaration est punie d'une amende égale à cinq fois le droit éludé sans qu'elle puisse être inférieure à 10.000 francs;
- à l'article 49, qu'un entrepreneur d'affichage qui ne peut représenter à toute réquisition des préposés de l'enregistrement tous ses registres et contrats, encourt une amende de 10.000 francs à 100.000 francs.

Dans seize articles au moins, le maximum de l'amende est porté de dix mille francs à cent mille francs, et dans l'article 57 à quatre cent mille francs.

L'amende administrative, prononcée par un fonctionnaire agissant sans indépendance, dans les liens de sa subordination hiérarchique, et hors des garanties de la procédure pénale, ne peut être admise au regard de notre droit constitutionnel que si elle ne constitue pas une peine.

(1) La multiplication par 50 se fait notamment dans les articles 38, 41, 44, 57, 63 et 64.

Pour qu'une amende administrative n'acquière pas de caractère proprement punitif, ce qui en modifierait la nature, il faut que par la modération de son montant, elle n'ait pas d'effets sensibles sur les revenus ou sur le patrimoine du contrevenant tels que celui-ci devrait supporter une ou des privations quant à la satisfaction de ses besoins, tant sur le plan matériel que moral. L'appréciation de ces effets exige une relativisation de l'amende en rapport avec les moyens du contrevenant.

En d'autres termes, l'amende administrative doit demeurer, en fonction de son montant, une espèce d'avertissement, de rappel à l'ordre.

La détermination du montant d'une amende administrative soulève une question d'opportunité politique sur laquelle il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer. Toutefois, lorsque l'amende atteint un montant très important, il y a lieu de considérer qu'elle devient une peine qui ne peut être prononcée que par les tribunaux, en vertu de l'article 92 de la Constitution (1).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

1. Les phrases liminaires introduites par le 1^o et le 2^o seraient mieux rédigées comme suit :

(1) Avis du Conseil d'Etat, doc. Sénat 310, 1985-1986, n^o 51, p. 3.

"1° le paragraphe 1er est complété comme suit :

"3° ...";

Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2° l'article est complété par le paragraphe suivant :

"§ 4 ...".

2. A l'article 19, § 4, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 92, en projet, le mot "capitalisation" est utilisé incorrectement. En effet, on ne capitalise pas le montant total des primes versées, mais les intérêts produits par ce montant total.

Il faut donc écrire :

"... correspondant à la capitalisation des intérêts, au taux de 4,75 p.c., calculés sur le montant total des primes versées".

Article 2.

1. Dans la phrase liminaire, il faut insérer les mots "et par l'article 134, 1°, de la loi du 22 mars 1993" après les mots "du 28 décembre 1992".

A la fin de la phrase liminaire, il suffit d'écrire "est complété comme suit :". La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 3.

.../...

2. L'article 21, 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992, en projet, serait plus clairement rédigé comme suit :

"9° les revenus compris dans les capitaux et valeurs de rachat, tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1er, 3°, dans les cas suivants :

- a) lorsque le contrat prévoit le paiement au décès d'un capital équivalant au moins à 130 p.c. du total des primes versées;
- b) ou lorsque le contrat est conclu pour une durée supérieure à huit ans et que les capitaux ou valeurs de rachat sont effectivement payés plus de huit ans après la conclusion du contrat".

Article 3.

Le texte du 6° en projet manque de clarté. Les "entreprises" doivent être comprises comme faisant partie des sociétés ayant une activité commerciale, économique ou agricole, et les revenus de ces sociétés sont, en réalité, des bénéfices.

Le délégué du Ministre en a convenu.

Dès lors, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"6° aux sociétés dont les revenus, avant déduction des frais professionnels, ne sont pas produits, à concurrence de 50 p.c. au moins, par des activités industrielles,

.../...

commerciales ou agricoles, dégageant des bénéfices visés à l'article 24".

Article 4.

L'article 223 du Code comporte un seul alinéa, subdivisé en 1º et 2º. L'article 4 du projet tend d'une part à compléter le texte par un 3º et, d'autre part, à ajouter un second alinéa.

Afin d'éviter toute confusion, il convient par conséquent d'écrire :

"A l'article 223 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

- 1º l'alinéa unique est complété comme suit :
"3º (comme au texte en projet);

Le texte néerlandais du 3º devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

- 2º l'article est complété par l'alinéa suivant :
"(comme au second alinéa en projet)".

Le texte néerlandais de l'alinéa en projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 5.

L'article doit être rédigé comme suit :

"A l'article 225 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° (comme au projet);
- 2° l'article est complété par les alinéas suivants :
"(comme au projet)".

Article 7.

Le texte néerlandais du 6°, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er de la disposition, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte de l'article 287 en projet est difficilement compréhensible. Il est nécessaire que l'exposé des motifs contienne des exemples chiffrés, afin de faire comprendre la règle inscrite dans la disposition en projet.

.../...

Article 12.

Le texte néerlandais de l'article 423, alinéa 2, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Au début de la phrase liminaire, il faut écrire "Dans l'article 71, alinéa 4, du même Code, ...".

Article 18.

Au début de la phrase liminaire, il faut écrire "L'article 72, alinéa 2, du même Code, est abrogé".

Article 30.

Il suffit de viser les modifications apportées à l'article 126¹, 8°, que l'article tend à abroger; ces modifications résultent de la loi du 13 août 1947 et de la loi du 4 décembre 1990.

Article 55.

L'insertion des mots "situés en Belgique" a pour effet de doubler l'amende lorsque l'omission dans la déclaration porte sur des immeubles sis à l'étranger.

Cette conséquence doit être explicitée dans l'exposé des motifs.

.../...

Article 60.Article 161bis en projet.

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit : "En ce qui concerne les organismes de placement à nombre fixe de parts, la taxe est due sur la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice social ou, postérieurement, sur la dernière valeur d'inventaire provisoire établie avant le 1er juillet, augmentée ... (la suite comme au projet)".

Article 161quater en projet.

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 161nonies.

Le Conseil d'Etat, section législation, constate que la disposition en projet déroge à l'article 38bis inséré dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, par la loi du 22 mars 1993, et renuméroté article 5, selon lequel "la Commission bancaire et financière ne connaît pas des questions d'ordre fiscal".

Il constate également que la disposition en projet déroge à l'article 40 du même arrêté royal n° 185, remplacé par la loi du 22 mars 1993 et renuméroté article 7, qui soumet au secret professionnel, les membres de la Commission bancaire et financière et les membres de son personnel, et

.../...

leur interdit toute divulgation de ce qu'ils auraient appris dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 162 en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 70.

1. L'alinéa 2 prévoit que les articles 54 à 56 sont applicables à toutes les successions ouvertes depuis le 1er janvier 1993.

Quant à l'article 54.

Pour que l'accroissement des amendes n'ait pas d'effet critiquable, il faut, si on veut appliquer la sanction renforcée aux successions ouvertes à partir du 1er janvier 1993, que la loi soit publiée avant que n'expire le délai de cinq mois accordé pour le dépôt de la déclaration, c'est-à-dire le 1er juin 1993.

Quant aux articles 55 et 56.

A l'instar des principes applicables à la répression pénale et par identité de motifs, le doublement des amendes, prévu par les articles 55 et 56 du projet, ne peut être appliqué rétroactivement aux auteurs des déclarations qui ont été et seraient déposées avant la publication de la loi en projet.

.../...

Quant à l'article 58.

La rétroactivité d'un doublement du délai de la prescription ne peut avoir pour effet de faire revivre des infractions qui seraient déjà prescrites entre le 1er janvier 1993 et la date de publication de la loi.

Le projet doit, dès lors, être complété à cet égard.

2. Selon l'alinéa 3 de l'article 70,

"Les articles 21 à 25, 33 à 52, 57, 63, 64, 67 et 68 sont applicables aux contraventions constatées à partir du 1er juillet 1993".

Cette disposition appelle les mêmes observations que celles qui ont été formulées au sujet de l'alinéa 2.

Il convient, dès lors, de prévoir que les articles visés à la disposition sont applicables aux contraventions commises à partir du 1er juillet 1993 et non aux contraventions constatées à partir du 1er juillet 1993.

.../...

Article 73.

Le texte néerlandais de l'article 11, 5°, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 75.

1. La modification prévue à l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, donne au Roi, conformément à l'article 78 de la Constitution, le pouvoir de définir "des critères" des dépôts d'épargne, qui sont en réalité les conditions mises à l'octroi de l'exemption d'impôt sur les revenus des comptes d'épargne.

L'exercice du pouvoir réglementaire du Roi ne peut être soumis à l'avis "conforme" d'une commission administrative. Une telle limitation des pouvoirs du Roi est contraire à l'organisation constitutionnelle des pouvoirs.

Le mot "conforme" doit donc être omis.

2. La modification du Code des impôts sur les revenus prévue au 2° enlève aux sociétés de capitalisation visées à l'article 56, § 2, 2°, c, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'autorisation légale donnée par l'article 145¹⁵, du Code des impôts sur les revenus 1992, d'ouvrir des comptes-épargne collectifs ou individuels. L'exposé des

.../...

motifs est muet quant aux raisons de ce retrait. Il doit être complété à cet égard.

Article 78.

Le texte néerlandais, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 82.

L'article donne au Roi le pouvoir de prescrire à la Société nationale d'investissement de céder les participations qu'elle détient.

Le mot "participations" doit être précisé quant à son objet.

Article 83.

1. L'article tend à donner des pouvoirs spéciaux au Roi.

Le but de ces pouvoirs est circonscrit à la réalisation des cessions visées aux articles 81 et 82.

.../...

2. La division de l'article doit être réalisée en 1°, 2°, 3°, et ensuite par des subdivisions en a, b, c, et non le contraire.

3. Le texte sous a doit être clarifié.

Le Conseil d'Etat a fréquemment fait observer l'inadéquation de l'adverbe "notamment" quant à l'attribution de pouvoirs spéciaux qui doivent être déterminés avec précision pour permettre, en autres considérations, un contrôle de légalité.

Le mot "titres" n'ayant, dans le texte français, d'autre sens que celui d'un écrit formant preuve d'un droit, il est indiqué de le remplacer par "créances, ou valeurs mobilières ou droits négociables".

Le pouvoir de dissoudre ou de liquider d'autorité des sociétés, prévu au a, ne peut se concevoir qu'à l'égard des sociétés de droit public visées au b.

4. Il est inutile, au b, de préciser qu'il s'agit de modifier, compléter, remplacer et abroger des dispositions législatives. Cette portée des mesures à prendre est inscrite dans l'article 84, § 2, du projet, où elle trouve logiquement sa place. Les quatre verbes précités y figurent mais dans un autre ordre.

Il n'est pas nécessaire non plus de prévoir de manière générale, la modification des lois coordonnées sur

.../...

les sociétés commerciales, alors que les dispositions à prendre sont de nature transitoire et pourront déroger, même de manière permanente, non seulement à ces lois coordonnées mais à toutes autres lois.

Il est en conséquence proposé d'omettre l'article 83, b, 2º, du projet.

5. Le texte suivant est proposé pour l'article 83, a et b, 1º :

"Article 83.-

Pour la réalisation des cessions prévues par les articles 81 et 82, le Roi peut, par arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres :

1º régler les modalités des opérations nécessaires, en prévoyant :

a) des cessions ou des échanges de valeurs mobilières et de droits négociables;

b) la renonciation au droit de préférence des actionnaires ou obligataires, en cas :

- d'augmentation de capital,
- de souscription d'un emprunt convertible,
- de souscription d'un emprunt avec droit de souscription;

.../...

- c) des augmentations de capital contre apport de valeurs mobilières ou autres éléments d'actif;
 - d) des fusions ou des scissions des institutions publiques concernées ou de certains de leurs éléments constitutifs;
 - e) l'émission de droits négociables ou de valeurs mobilières, avec ou sans droit de vote, représentatifs ou non du capital social;
- 2° modifier les dispositions relatives à la création, l'organisation, les missions, le fonctionnement, le financement, le contrôle, la dissolution et la liquidation des institutions publiques financières visées aux articles 81 et 82 ainsi que de leurs filiales ou sous-filiales de droit public et de toutes sociétés de droit public dans lesquelles elles détiennent des participations directes ou indirectes".

6. L'article 83, b, 3°, entend modifier les lois fiscales pour faciliter spécialement les cessions des participations de l'Etat dans les trois sociétés visées à l'article 81 ainsi que des participations détenues par la Société nationale de crédit à l'industrie (S.N.C.I.) dans d'autres sociétés.

Dans le premier cas, le bénéficiaire des mesures projetées serait l'Etat, dans le second cas la S.N.C.I.

.../...

L'octroi de faveurs fiscales dans ces cas particuliers est contraire à l'égalité des Belges reconnue, d'une manière générale, par l'article 6 de la Constitution et, d'une manière particulière, par l'article 112 de la Constitution qui prohibe les privilèges en matière d'impôt.

A moins d'être adapté en conséquence, l'article 83, b, 3^o, doit être omis.

7. L'article 83, b, 3^o, entend permettre au Roi de modifier les lois fiscales (en général) auxquelles les institutions et les sociétés visées au 1^o sont soumises ainsi que les lois fiscales régissant les opérations de cessions.

Il importe de rappeler une fois de plus que la détermination des impôts est une matière réservée exclusivement au législateur par l'article 110 de la Constitution et qu'elle n'est pas susceptible d'être attribuée au Roi par application de l'article 78 de la Constitution.

Le consentement du peuple à l'impôt est le fruit d'une longue tradition démocratique, jamais démentie, remontant au XII^{ème} siècle.

La portée de l'article 110 de la Constitution a été analysée et exposée par la section de législation dans son avis précédant la loi créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, donné le 11 avril 1968 (1).

(1) Pasin. 1969, pp. 837 et suivantes.

Ce n'est qu'exceptionnellement et pour mettre obstacle à des manoeuvres spéculatives que le Conseil d'Etat a admis que pouvait être confié au Roi le pouvoir d'établir, à titre provisoire, des perceptions d'impôt, spécialement d'impôts indirects, sous réserve que le législateur soit appelé, dans le plus court délai, à confirmer ou à infirmer l'impôt projeté (article 13 des dispositions générales relatives aux douanes et accises, confirmées par la loi du 6 juillet 1978, article 37 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée).

Il faut, à tout le moins, que le texte prévoie que les pouvoirs donnés au Roi le sont à titre provisoire ou pour une durée plus limitée que celle prévue par le projet (1) et moyennant la confirmation dans un bref délai, par le Parlement, des dispositions prises en vertu de ces pouvoirs.

8. L'article 83, c, entend donner au Roi des pouvoirs spéciaux pour "régler la procédure d'examen des projets de cessions et de réalisation de celles-ci".

L'examen de projets et l'établissement d'une procédure à cet effet ne requièrent pas l'adoption d'un arrêté royal de pouvoirs spéciaux, qu'il serait au demeurant difficile de modifier après l'expiration de ces pouvoirs.

(1) Voir l'avis du Conseil d'Etat, doc. Ch. 128, 1985-1986, n° 1.

Un arrêté royal ordinaire, pris sans habilitation spéciale, conformément à l'article 67 de la Constitution, suffit à cet égard.

L'article 83, c, du projet doit donc être omis.

Article 84.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, il y a lieu de se référer à l'observation formulée au sujet de l'article 83, b.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le paragraphe 4, alinéa 2, prévoit que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est publié en même temps que le rapport au Roi.

L'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat prévoit déjà que l'avis est annexé au rapport au Roi.

Il est en conséquence proposé d'écrire au paragraphe 4, alinéa 1er :

.../...

"Les projets d'arrêtés visés à l'article 83 font l'objet d'un rapport au Roi et sont soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat".

Le paragraphe 4, alinéa 2, peut dès lors être omis.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Le titre II, portant l'intitulé "Impôts indirects", est divisé en huit parties respectivement intitulées :

- "1. Code TVA",
- "2. Codes des droits de timbre",
- "3. Code des taxes assimilées au timbre",
- "4. Code des droits de succession",
- "5. Droits d'enregistrement",
- "6. Loi du 18 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses",
- "7. Confirmation d'arrêtés royaux",
- "8. Entrée en vigueur".

Il serait préférable de présenter ces divisions sous la forme de chapitres, portant les intitulés suivants :

"Chapitre Ier. - Modifications apportées au Code de la taxe sur la valeur ajoutée".

"Chapitre II. - Modifications apportées au Code des droits de timbre".

.../...

"Chapitre III. - Modifications apportées au Code des taxes assimilées au timbre".

"Chapitre IV. - Modifications apportées au Code des droits de succession".

"Chapitre V. - Modifications apportées au Code des droits d'enregistrement".

"Chapitre VI. - Modifications apportées à la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses".

"Chapitre VII. - Confirmation d'arrêtés royaux".

"Chapitre VIII. - Entrée en vigueur".

De la même manière, le titre III doit être divisé en chapitres, comme suit :

"Chapitre Ier. - Loterie nationale".

"Chapitre II. - Modifications apportées à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, à l'égard des traitements de données à caractère personnel".

"Chapitre III. - Modification apportée à la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire".

.../...

"Chapitre IV. - Modification apportée à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit".

"Chapitre V. - Institut national de crédit agricole".

"Chapitre VI. - Cessions de participations dans des institutions publiques financières relevant de l'Etat ou de participations directes ou indirectes détenues par de telles institutions".

2. Il n'est pas d'usage de rappeler, dans l'énumération des modifications déjà apportées aux dispositions que l'on entend modifier à nouveau, celles d'entre elles que des modifications postérieures ont rendues sans objet.

Cette observation s'applique plus particulièrement :

- 1° à la modification de l'article 70 visé à l'article 16 du projet, apportée par la loi du 22 décembre 1989;
- 2° à la modification de l'article 122 visé à l'article 28 du projet, apportée par les lois des 14 février 1961 et 27 décembre 1965.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"L'urgence est motivée par le fait que plusieurs dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires de gouvernement, entrer en vigueur à partir du 7 mai 1993 et du 1er juillet 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge dans les meilleurs délais".

*

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten moet hij zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp voert geen verhoging in van de administratieve boetes waarin is voorzien door het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Inzake de aangelegenheden betreffende de indirecte belastingen strekken daarentegen niet minder dan 40 artikelen van het ontwerp ertoe de administratieve boetes te

.../...

verhogen, soms door ze te verdubbelen of te vervijfvoudigen, maar meestal door ze te vermenigvuldigen met 10 of met 50 (1).

Bij wijze van voorbeeld wordt erop gewezen :

- wat artikel 39 betreft, dat door het verlies van een verzekeringskwijtschrift de handelaars een boete kunnen oplopen van 10.000 tot 100.000 frank;
- wat de artikelen 46 en 51 betreft, dat elke onnauwkeurigheid of weglating in de opgave gestraft wordt met een boete gelijk aan vijfmaal het ontdoken recht zonder dat ze minder dan 100.000 frank mag bedragen;
- wat artikel 49 betreft, dat een ondernemer van aanplaking die, bij elke vordering, aan de aangestelden der registratie niet al zijn boeken en overeenkomsten kan vertonen, een boete oploopt van 10.000 frank tot 100.000 frank.

In ten minste zestien artikelen wordt de maximale boete van tienduizend frank op honderduizend frank gebracht en in artikel 57 op vierhonderdduizend frank.

De administratieve boete die wordt uitgesproken door een ambtenaar die niet onafhankelijk optreedt, in een verhouding van hiërarchische ondergeschiktheid, buiten de

(1) Het vermenigvuldigen met 50 geschiedt onder meer in de artikelen 38, 41, 44, 57, 63 en 64.

strafrechtspleging om, kan uit het oogpunt van ons grondwettelijk recht alleen worden aanvaard als zij geen straf vormt.

Opdat een administratieve boete geen eigenlijk bestraffend karakter krijgt, hetgeen er de aard van zou wijzigen, is het nodig dat zij, door de beperking van het bedrag ervan, op de inkomsten of het vermogen van de overtreder geen zodanig voelbare gevolgen heeft dat deze zou moeten gedogen dat eenmaal of meermaals niet wordt voldaan aan zowel zijn materiële als morele behoeften. Het beoordelen van die gevolgen vereist dat de boete wordt gerelativeerd in verhouding tot de middelen van de overtreder.

Met andere woorden, de administratieve boete moet, naar gelang van het bedrag, een soort waarschuwing, terechtwijzing blijven.

Met de vaststelling van het bedrag van een administratieve boete is een vraag van politieke opportuniteit gemoeid waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken. Wanneer de boete evenwel oploopt tot een zeer aanzienlijk bedrag, dient zij te worden beschouwd als een straf welke, krachtens artikel 92 van de Grondwet, uitsluitend door de rechtbanken kan worden uitgesproken (1).

(1) Advies van de Raad van State, Gedr., St., Senaat 310, 1985-1986, nr. 51, blz. 3.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Artikel 1.

1. Het zou beter zijn de inleidende zinnen, ingeleid door 1° en 2°, als volgt te redigeren :

"1° paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

3° (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat "met toepassing van" behoort te worden geschreven, in plaats van "bij toepassing van");

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :
"§ 4. ...".

2. In het ontworpen artikel 19, § 4, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 92, wordt het woord "kapitalisatie" verkeerd gebruikt. Niet het totale bedrag van de gestorte premies wordt immers gekapitaliseerd maar de interesten die dat totale bedrag heeft opgebracht.

Men schrijve dus :

"... dat overeenstemt met de kapitalisatie van de interesten tegen 4,75 procent, berekend op het totale bedrag van de gestorte premies".

.../...

Artikel 2.

1. In de inleidende volzin dienen na de woorden "van 28 december 1992" de woorden "en bij artikel 134, 1º, van de wet van 22 maart 1993" te worden ingevoegd.

Aan het slot van de inleidende volzin volstaat het te schrijven "wordt aangevuld als volgt :". Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende volzin van artikel 3.

2. Het ontworpen artikel 21, 9º, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zou duidelijker zijn indien het als volgt werd gesteld :

"9º de inkomsten die zijn begrepen in kapitalen en afkoopwaarden zoals die in artikel 19, § 1, 3º, worden omschreven, in de volgende gevallen :

- a) wanneer het contract voorziet in het betalen bij het overlijden van een kapitaal gelijk aan ten minste 130 procent van het totaal van de gestorte premies;
- b) of wanneer het contract is gesloten voor meer dan acht jaar en de kapitalen of afkoopwaarden effectief worden betaald meer dan acht jaar na het sluiten van het contract".

.../...

Artikel 3.

De tekst van de ontworpen regeling onder 6° is niet duidelijk. De "ondernemingen" moeten zo worden verstaan dat zij deel uitmaken van vennootschappen met een activiteit op economisch, handels- of landbouwgebied, en de inkomsten van die vennootschappen zijn in werkelijkheid winsten.

De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

Het zou bijgevolg beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"6° op vennootschappen waarvan het inkomen, vóór aftrek van de beroepskosten, niet ten belope van ten minste 50 procent wordt getrokken uit nijverheids-, handels-, of landbouwactiviteiten, die winsten opbrengen als bedoeld in artikel 24".

Artikel 4.

Artikel 223 van het Wetboek omvat één enkel lid, onderverdeeld in 1° en 2°. Artikel 4 van het ontwerp strekt er enerzijds toe de tekst aan te vullen met een 3° en anderzijds een tweede lid toe te voegen.

Om elke verwarring te voorkomen dient bijgevolg te worden geschreven :

.../...

"In artikel 223 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het enige lid wordt aangevuld als volgt :

"3° (zoals in de ontworpen tekst, met dien verstande echter dat "niet te gelde gemaakte meerwaarde" zou moeten worden geschreven in plaats van "niet-verwezenlijke meerwaarde")";

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

"(zoals in het ontworpen tweede lid, met dien verstande echter dat "tegen de interestvoet" zou moeten worden geschreven, in plaats van "aan de interestvoet" en "die van voormeld effect" in plaats van "deze van vermeld effect")".

Artikel 5.

Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"In artikel 225 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° (zoals in het ontwerp);

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :
"(zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 7.

In het ontworpen 6º schrijve men "schuldvorderingen hebben te honoreren" in plaats van "overgaan tot het honoreren van schuldvorderingen".

Artikel 9.

In het eerste lid van de ontworpen bepaling vervangen men de woorden "niet zijnde" tweemaal door de woorden "andere dan".

De ontworpen tekst van artikel 287 is moeilijk te begrijpen. De memorie van toelichting behoort becijferde voorbeelden te bevatten, om het voorschrift van de ontworpen bepaling bevattelijk te maken.

Artikel 12.

In het ontworpen artikel 423, tweede lid, schrijve men "invorderbaarheid" in plaats van "eisbaarheid".

Artikel 17.

Aan het begin van de inleidende zin schrijve men :
"In artikel 71, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ...".

.../...

Artikel 18.

Aan het begin van de inleidende zin schrijve men :
"Artikel 72, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt
opgeheven".

Artikel 30.

Het is voldoende te verwijzen naar de wijzigingen
die zijn aangebracht in artikel 126¹, 8°, dat bij artikel 30
zal worden opgeheven; die wijzigingen vloeien voort uit de
wet van 13 augustus 1947 en uit de wet van 4 december 1990.

Artikel 55.

De invoeging van de woorden "in België gelegen"
heeft tot gevolg dat de boete wordt verdubbeld wanneer het
verzuim van aangifte betrekking heeft op onroerende goederen
die gelegen zijn in het buitenland.

Dat gevolg moet worden geëxpliciteerd in de memorie
van toelichting.

Artikel 60.Het ontworpen artikel 161bis.

Het zou beter zijn de tweede zin als volgt te stellen : "Wat de beleggingsinstellingen met een vast aantal rechten van deelneming betreft, is de taks verschuldigd op de inventariswaarde bij de afsluiting van het boekjaar of, later, op de laatste voorlopige inventariswaarde die voor 1 juli is vastgesteld, verhoogd met ... zijn uitgegeven".

Het ontworpen artikel 161quater.

In het tweede lid schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 161quinquies, eerste lid.

In het derde lid schrijve men "volgens het percentage" in plaats van "naar de voet".

Artikel 161nonies.

De Raad van State, afdeling wetgeving, stelt vast dat de ontworpen bepaling afwijkt van het artikel 38bis dat bij de wet van 22 maart 1993 is ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten en dat vernummerd is tot artikel 5, volgens hetwelk "de Commissie voor het Bank-

.../...

en Financiewezen niet bevoegd (is) inzake belastingaangelegenheden".

De Raad van State stelt ook vast dat de ontworpen bepaling afwijkt van artikel 40 van hetzelfde koninklijk besluit nr. 185, dat vervangen is bij de wet van 22 maart 1993 en vernummerd is tot artikel 7, waarbij de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en de leden van haar personeel gebonden worden aan het beroepsgeheim en geen richtbaarheid mogen geven aan feiten waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis hebben gekregen.

Het ontworpen artikel 162.

Men schrijve "alsmede die" in plaats van "alsmede deze".

Artikel 70.

1. Het tweede lid bepaalt dat de artikelen 54 tot 56 en 58 van toepassing zijn op alle nalatenschappen die sinds 1 januari 1993 opengevallen zijn.

Wat artikel 54 betreft.

Wil de verhoging van de boetes geen laakbare gevolgen hebben, dan moet om de verzwaarde straf te kunnen toepassen op met ingang van 1 januari 1993 opengevallen

.../...

nalatenschappen, de wet bekend worden gemaakt vóór het verstrijken van de termijn van vijf maanden die wordt toegekend voor het indienen van de aangifte, namelijk vóór 1 juni 1993.

Wat de artikelen 55 en 56 betreft.

In navolging van de strafrechtelijke beginselen en om dezelfde redenen, mag de verdubbeling van de boetes, bepaald in de artikelen 55 en 56 van het ontwerp, niet met terugwerkende kracht worden toegepast ten gevolge van de aangiften die vóór de bekendmaking van de ontworpen wet ingediend zijn of zouden zijn.

Wat artikel 58 betreft.

De terugwerkende kracht van een verdubbeling van de verjaringstermijn mag niet tot gevolg hebben dat overtredingen die reeds tussen 1 januari 1993 en de datum van de bekendmaking van de wet verjaard zouden zijn, opnieuw strafbaar worden.

Het ontwerp dient derhalve in dat opzicht te worden aangevuld.

2. Volgens het derde lid van artikel 70,

"(zijn) de artikelen 21 tot 25, 33 tot 52, 57, 63, 64, 67 en 68 (...) van toepassing op alle overtredingen vastgesteld vanaf 1 juli 1993".

.../...

Bij deze bepaling dienen dezelfde opmerkingen te worden gemaakt als die welke geformuleerd zijn bij het tweede lid.

Er behoort derhalve te worden bepaald dat de in de bepaling genoemde artikelen van toepassing zijn op de overtredingen die worden begaan vanaf 1 juli 1993 en niet op de overtredingen die vanaf 1 juli 1993 worden vastgesteld.

Artikel 73.

In het ontworpen artikel 11, 5°, schrijve men "ten gevolge van" in plaats van "ingevolge".

Artikel 75.

1. Gelijk artikel 21, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt gewijzigd verleent het de Koning, overeenkomstig artikel 78 van de Grondwet, de bevoegdheid om te bepalen aan welke "vereisten" de spaar-deposito's moeten voldoen, die eigenlijk de voorwaarden voor het verlenen van vrijstelling van belasting op de inkomsten uit de spaarrekeningen zijn.

De uitoefening van de verordenende macht van de Koning mag niet aan het "eensluidend" advies van een administratieve commissie worden verbonden. Een dergelijke beperking van de bevoegdheden van de Koning is strijdig met de grondwettelijke organisatie der machten.

.../...

Het woord "eensluidend" dient dus te vervallen.

2. De wijziging van het Wetboek der inkomstenbelastingen, bepaald in 2º, ontnemt de kapitalisatieondernemingen bedoeld in artikel 56, § 2, 2º, c, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het ze in artikel 145¹⁵ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 verleende wettelijk recht om collectieve of individuele spaarrekeningen te openen. De memorie van toelichting zegt niet waarom die mogelijkheid niet meer wordt geboden. Zij dient in dat opzicht te worden aangevuld.

Artikel 78.

Aan het slot schrijve men "mogelijk te maken" in plaats van "toe te laten".

Artikel 82.

Het artikel verleent de Koning de bevoegdheid om de Nationale Investeringsmaatschappij te gelasten de deelnemingen die zij bezit over te dragen.

Het woord "deelnemingen" dient nader bepaald te worden.

.../...

Artikel 83.

1. Het artikel wil de Koning bijzondere machten verlenen.

Het doel van die machten is beperkt tot de totstandbrenging van de overdrachten bedoeld in de artikelen 81 en 82.

2. Het artikel dient te worden ingedeeld in 1°, 2°, 3°, en vervolgens te worden onderverdeeld in a, b, c, en niet andersom.

3. De tekst onder a dient te worden verduidelijkt.

De Raad van State heeft dikwijls gewezen op het inadequate gebruik van de bijwoordelijke bepaling "onder meer" inzake de toekenning van bijzondere machten, die nauwkeurig dienen te worden bepaald om onder andere wettigheidscontrole mogelijk te maken.

Aangezien in de Franse tekst het woord "titres" geen andere betekenis heeft dan een geschrift dat het bewijs van een recht levert, is het aangeraden dat woord te vervangen door "créances, ou valeurs mobilières ou droits négociables".

In de Nederlandse tekst schrijve men "vorderingen, effecten of overdraagbare rechten".

.../...

De in a vastgestelde bevoegdheid om vennootschappen zonder meer te ontbinden of te vereffenen is alleen denkbaar ten opzichte van de in b bedoelde publiekrechtelijke vennootschappen.

4. In b is het overbodig te preciseren dat het gaat om het wijzigen, aanvullen, vervangen en opheffen van wetsbepalingen. Deze strekking van de te nemen maatregelen is ingeschreven in artikel 84, § 2, van het ontwerp, waar zij logisch gezien thuis hoort. De vier genoemde werkwoorden staan er vermeld, maar in een andere volgorde.

Er hoeft evenmin in het algemeen voorzien te worden in de wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, terwijl de te nemen bepalingen overgangsbepalingen zijn en, zelfs blijvend, zowel van de gecoördineerde wetten als van alle andere wetten kunnen afwijken.

Bijgevolg wordt voorgesteld artikel 83, b, 2°, van het ontwerp te laten vervallen.

5. De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 83, a en b, 1° :

.../...

"Artikel 83.

Voor de totstandbrenging van de in de artikelen 81 en 82 bedoelde overdrachten kan de Koning, bij koninklijke besluiten waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd :

- 1^o de nadere regels voor de nodige verrichtingen bepalen, waarbij Hij voorziet in :
 - a) overdrachten of omwisselingen van effecten en overdraagbare rechten;
 - b) afstand van het voorkeurrecht van aandeel- of obligatiehouders, in geval van :
 - kapitaalverhoging,
 - inschrijvingen op een converteerbare lening,
 - inschrijvingen op een lening met inschrijvingsrecht;
 - c) kapitaalverhogingen tegen inbreng van effecten of andere bestanddelen van het activum;
 - d) fusies of splitsingen van de betrokken openbare instellingen of van sommige van hun bestanddelen;
 - e) uitgifte van al of niet stemrechtverlenende overdraagbare rechten of effecten, die al dan niet het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen;

.../...

2° de bepalingen wijzigen betreffende de oprichting, organisatie, taak, werkwijze, financiering, controle, ontbinding en vereffening van de openbare financiële instellingen, bedoeld in de artikelen 81 en 82, alsook van hun publiekrechtelijke filialen of subfilialen en van alle publiekrechtelijke vennootschappen waarin zij rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemingen bezitten".

6. Artikel 83, b, 3°, wil de fiscale wetten wijzigen, voornamelijk met het oog op een vlottere overdracht van de deelnemingen van de Staat in de drie vennootschappen bedoeld in artikel 81, alsook van de deelnemingen die de Nationale maatschappij voor krediet aan de nijverheid (NMKN) bezit in andere vennootschappen.

In het eerste geval zouden de beoogde maatregelen ten goede komen aan de Staat, in het tweede geval aan de NMKN.

Het verlenen van fiscale gunsten in deze bijzondere gevallen is in strijd met de gelijkheid van de Belgen die in het algemeen is erkend door artikel 6 van de Grondwet en in het bijzonder door artikel 112 van de Grondwet, dat ieder voorrecht inzake belastingen verbiedt.

Tenzij het dienovereenkomstig wordt aangepast, dient artikel 83, b, 3°, te vervallen.

.../...

7. Artikel 83, b, 3^o, wil de Koning machtiging verlenen tot het wijzigen van de fiscale wetten (in het algemeen), waaronder de in 1^o bedoelde instellingen en vennootschappen vallen, alsook tot het wijzigen van de fiscale wetten die overdrachten regelen.

Het is van belang er nog eens aan te herinneren dat de vaststelling van de belastingen een aangelegenheid is die uitsluitend aan de wetgever wordt toegewezen door artikel 110 van de Grondwet en dat zij met toepassing van artikel 78 van de Grondwet niet kan worden toegewezen aan de Koning.

De instemming van het volk met de belasting is de vrucht van een lange democratische traditie, die nooit is gelogenstraft, en teruggaat tot de twaalfde eeuw.

De strekking van artikel 110 van de Grondwet is geanalyseerd en uiteengezet door de afdeling wetgeving in haar advies dat voorafgaat aan de wet tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, een advies dat is gegeven op 11 april 1968 (1).

De Raad van State heeft gesteld dat slechts bij uitzondering en ter voorkoming van speculatieve verrichtingen aan de Koning de bevoegdheid kan worden verleend om de inning van voorlopige belastingen voor te schrijven, inzonderheid van indirecte belastingen, mits de wetgever de voorgenomen inning zo spoedig mogelijk bekrachtigt of

(1) Gedr. St. Kamer, B.Z. 1968, nr. 88/1, blz. 77 en volgende.

ongedaan maakt (artikel 13 van de algemene bepalingen inzake douane en accijnzen, bekrachtigd bij de wet van 6 juli 1978, artikel 37 van het Wetboek van de belastingen over de toegevoegde waarde).

De tekst moet op zijn minst bepalen dat de aan de Koning verleende machten voorlopig worden toegekend, ofwel voor een duur die korter is dan die welke bij het ontwerp wordt gesteld (1), en op voorwaarde dat het Parlement de krachtens die machten genomen beslissingen kort nadien bekrachtigt.

8. Artikel 83, c, beoogt de Koning bijzondere machten toe te kennen om "de procedure (te) regelen voor het onderzoek van geplande overdrachten en voor de verwezenlijking van dergelijke overdrachten".

Voor het onderzoek van zulke plannen en voor de vaststelling van een desbetreffende procedure is de goedkeuring van een koninklijk besluit van bijzondere machten niet vereist, te meer daar het voor het overige moeilijk zou zijn zo een besluit te wijzigen na verloop van die machten.

Een gewoon koninklijk besluit, dat krachtens artikel 67 van de Grondwet vastgesteld wordt zonder een bijzondere machtiging, volstaat in dit geval.

(1) Zie het advies van de Raad van State, Gedr. St. Kamer 128, 1985-1986, nr. 1.

Artikel 83, c, van het ontwerp behoort dus te vervallen.

Artikel 84.

1. Inzake paragraaf 1 moet worden verwezen naar de opmerking gemaakt omtrent artikel 83, b.

2. In paragraaf 3 schrijve men : "Wanneer de bij deze wet verleende bevoegdheden zijn vervallen, kunnen ...".

3. Paragraaf 4, tweede lid, bepaalt dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State samen met het verslag aan de Koning wordt bekendgemaakt.

Artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt reeds dat het advies gehecht wordt aan het verslag aan de Koning.

Derhalve wordt voorgesteld in paragraaf 4, eerste lid, te schrijven :

"De ontwerp-besluiten bedoeld in artikel 83 worden besproken in een verslag aan de Koning en om advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State".

Bijgevolg kan paragraaf 4, tweede lid, vervallen.

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. Titel II, met als opschrift "Indirecte belastingen", is onderverdeeld in acht delen, die respectievelijk als volgt luiden :

- "1. BTW-Wetboek",
- "2. Wetboek der zegelrechten",
- "3. Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen",
- "4. Wetboek successierechten",
- "5. Registratierechten",
- "6. Wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële diverse bepalingen",
- "7. Bekrachtiging van koninklijke besluiten",
- "8. Inwerkingtreding".

Het zou verkieslijk zijn die onderverdelingen voor te stellen in de vorm van hoofdstukken met de volgende opschriften :

- "Hoofdstuk I. - Wijzigingen in het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde";
- "Hoofdstuk II. - Wijzigingen in het Wetboek der zegelrechten";
- "Hoofdstuk III. - Wijzigingen in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen";

.../...

- "Hoofdstuk IV. - Wijzigingen in het Wetboek der successierechten";
- "Hoofdstuk V. - Wijzigingen in het Wetboek der registratierechten";
- "Hoofdstuk VI. - Wijzigingen in de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen";
- "Hoofdstuk VII. - Bekrachtiging van koninklijke besluiten";
- "Hoofdstuk VIII. - Inwerkingtreding".

Evenzo behoort titel III als volgt in hoofdstukken te worden verdeeld :

- "Hoofdstuk I. - Nationale Loterij";
- "Hoofdstuk II. - Wijzigingen in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens";
- "Hoofdstuk III. - Wijziging in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium";

.../...

- "Hoofdstuk IV. - Wijziging in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen";
- "Hoofdstuk V. - Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet";
- "Hoofdstuk VI. - Overdracht van deelnemingen in openbare financiële instellingen die onder de Staat ressorteren of van rechtstreekse of onrechtstreekse deelnemingen gehouden door dergelijke instellingen".

2. Het is niet gebruikelijk in de opsomming van de wijzigingen die reeds zijn aangebracht in de bepalingen die men opnieuw beoogt te wijzigen, die wijzigingen te vermelden welke door latere wijzigingen doelloos zijn geworden.

Deze opmerking is inzonderheid van toepassing op :

- 1° de wijziging die de wet van 22 december 1989 heeft aangebracht in het artikel 70, bedoeld in artikel 16 van het ontwerp;
- 2° de wijziging die de wetten van 14 februari 1961 en 27 december 1965 hebben aangebracht in het artikel 122, bedoeld in artikel 28 van het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par MM. J.-L. PAQUET et R. HENSENNE, référendaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de HH. J.-L. PAQUET en R. HENSENNE, adjunct-referendarissen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.